Mensuel d'Entraide et Fraternité asbl et d'Action Vivre Ensemble asbl | rue du Gouvernement Provisoire, 32 - 1000 Bruxelles
Bureau de Dépôt BRUXELLES X - Numéro d'agrément P201010 (ne paraît pas en juillet et en août)

ENTRAIDE& FRATERNITE

Juste Terre!

n°186 - JANVIER 2022

www.entraide.be
Suivez-nous sur Facebook et Twitter

Pour Entraide et Fraternité, 2022 marque la fin de son programme *Pour que la Terre tourne juste : souveraineté alimentaire pour tous.* Fin d'un programme, mais pas la fin de notre lutte. Dans ce *Juste Terre !*, nous vous proposons un aperçu de notre nouveau programme ainsi qu'une rétrospective de notre campagne pour annuler les dettes du Sud. Enfin, nous vous emmènerons au Brésil, qui voit, d'année en année, ses terres de plus en plus pillées, accaparées, malmenées par un *agrobusiness* encouragé par le gouvernement brésilien.

Édito

L'agroécologie, pilier d'une transition écologique et sociale

Aujourd'hui, jusqu'à 811 millions de personnes souffrent de la faim dans le monde et, pour la cinquième année consécutive, ce chiffre est en hausse[1]. Les personnes les plus touchées sont les enfants, les femmes et, plus particulièrement, les paysan·ne·s et les pêcheurs. Le paradoxe de la faim est que ce sont ceux qui produisent la nourriture… qui souffrent de la faim. En cause, notamment : les conflits, le Covid-19 et le climat, aussi appelés les trois C. C'est pourquoi, dans son nouveau programme intitulé *Ensemble, pour des systèmes agroalimentaires plus résilients, durables et solidaires, dans une perspective de justice sociale et environnementale*, Entraide et Fraternité a décidé de s'attaquer aux trois problématiques sociétales suivantes : l'insécurité alimentaire, la lutte contre le réchauffement climatique et la lutte contre les inégalités, la pauvreté et l'exclusion sociale. L'objectif de ce nouveau programme est d'assurer la sécurité et la souveraineté alimentaire des paysan·ne·s et des pêcheurs. Pour y parvenir, Entraide et Fraternité met, une fois encore, l'agroécologie au cœur de ses actions. L'agroécologie, dont l'origine remonte au mouvement des paysans sans terre au Brésil, est reconnue par les instances des Nations Unies comme un modèle pouvant nourrir et préserver la planète. Ce mouvement mondial, dont la pertinence a encore été renforcée avec les crises climatique et sanitaire, lutte contre les injustices par le biais d'un nouveau système alimentaire opposé au système agro-industriel.

Forte des enseignements tirés de son précédent programme, Entraide et Fraternité veut renforcer les dimensions économiques et politiques de l'agroécologie ainsi que l'appui à la commercialisation des produits et le renforcement des coopératives. L'accent sera également mis sur l'accès à la terre, les semences et autres ressources. En effet, l'accaparement de terres agricoles, les projets agro-industriels, l'exploitation des ressources, les projets des activités minières… sont autant d'exemples d'exploitation des ressources naturelles ayant un impact direct sur la souveraineté alimentaire de populations rurales. En Belgique, Entraide et Fraternité veut renforcer son travail de plaidoyer au niveau national. Enfin, Entraide et Fraternité renforcera également son travail avec les jeunes et les femmes, premières victimes des inégalités.

Chloé Martens
Chargée de communication

[1] Selon le rapport annuel 2021 de la FAO, le FIDA, l'OMS, le PAM et l'UNICEF *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde.*

Pour que la Terre tourne plus JUSTE !

INTERVIEW CROISÉE

Haïti : 4 questions-réponses pour soutenir la reconstruction d'Haïti par le peuple

Le 14 août 2021, Haïti était frappé par un terrible séisme entraînant plus de 2000 décès, des destructions matérielles et des pertes économiques considérables. Au total, plus de 600.500 personnes ont été affectées dans trois départements géographiques de la péninsule Sud. Face à cette nouvelle catastrophe, les partenaires d'Entraide et Fraternité s'organisent pour aider les sinistré·e·s, dont les paysan·ne·s, dans un contexte politique et social déjà très tendu après l'assassinat du président Jovenel Moïse. Interview croisée de la journaliste Colette Lespinasse et de Ricot Jean-Pierre, directeur de programme de la Plateforme haïtienne de plaidoyer pour un développement alternatif (PAPDA).

© C. Smets/La Boîte à Images

1 Quel est l'impact de cette catastrophe dans le secteur agricole ?

Colette Lespinasse : Beaucoup de paysan·ne·s ont perdu leurs outils, leur petite épargne, leurs semences et même une partie des surfaces cultivables. Dans les conditions actuelles, les familles n'ont pas pu stocker de la nourriture pour la période de soudure. Le petit commerce qui complète généralement les revenus des familles paysannes a été très affecté par le séisme en raison des pertes de stocks de marchandises et des fonds de roulement. À cela sont venus s'ajouter le blocage de la sortie Sud de la capitale par les groupes armés et la rareté de carburant. Bref, un ensemble de facteurs qui handicapent la circulation des personnes et des biens vers Port-au-Prince où se trouve le marché principal. Il existe un risque d'aggravation de la situation alimentaire dans la zone dévastée si rien n'est fait pour aider les paysan·ne·s. Dans cette perspective, la FAO a lancé un appel pour soutenir 150.000 agriculteurs avant la saison agricole d'hiver afin de rétablir les moyens d'existence et de relancer la production alimentaire. Mais les populations savent qu'elles ne peuvent pas espérer grand-chose de l'État et que l'aide humanitaire va bientôt s'arrêter. Voilà pourquoi elles déploient des stratégies pour continuer à vivre. Sauf que, sans accompagnement efficace, ce relèvement sera très difficile car la région affectée par le séisme est la même qui avait été fortement endommagée lors du passage du cyclone « Matthew » en octobre 2016.

Ricot Jean-Pierre : L'insécurité alimentaire était déjà de taille avant le séisme puisqu'elle frappait un tiers de la population haïtienne et que moins de 10% du budget national était alloué au secteur agricole. Aujourd'hui, de nombreuses familles paysannes dorment sous tente ou « à la belle étoile ». Le besoin immédiat serait de pouvoir les aider à construire des maisons pour vivre dans des conditions décentes. Il est aussi urgent de les aider à mettre en place des activités génératrices de revenus.

2 Où en est-on dans l'aide d'urgence apportée par les acteurs étrangers ?

C.L. : Les victimes ont bénéficié de la solidarité inter-haïtienne, de l'appui de la diaspora et du concours d'organisations humanitaires et/ou de solidarité de l'étranger. Certains gouvernements étrangers ont aidé dans l'évacuation des blessés, la recherche de survivants, la fourniture d'eau, le déblayage de certains édifices publics, etc. L'UE a fourni une aide rapide de 3 millions d'euros pour les premières urgences, en plus de 14 millions qui étaient déjà disponibles pour l'année 2021. Elle a aussi mis en place un pont aérien qui a facilité le transport de plusieurs tonnes d'aide d'urgence. Cependant, l'aide arrive difficilement dans certaines communautés qui se trouvaient déjà isolées et sans infrastructures. Deux mois après le séisme, à peine 46% des communautés rurales affectées ont été desservies par l'aide. Dans les conditions actuelles de dégradation à tous les niveaux et d'instabilité politique en Haïti, il est difficile de parler de reconstruction durable sans un changement de paradigme.

R.J-P. : Onze ans après le tremblement de terre de 2010, on est toujours dans le « capitalisme du désastre », un système dans lequel certaines ONG se présentent comme les bienfaitrices de l'humanité qui vont sauver le peuple haïtien. Ce n'est pas normal que chaque catastrophe naturelle se transforme ici en catastrophe humanitaire et politique. La raison est que le peuple perd de plus en plus sa souveraineté politique et que les dirigeants inféodés aux puissances étrangères octroient, par exemple, des permis miniers aux multinationales, aggravant ainsi le dérèglement climatique. Haïti constitue un enjeu géostratégique majeur pour les États-Unis et l'UE, du fait notamment de ses ressources naturelles (comme l'or, le bois précieux, le pétrole) et de la main-d'œuvre bon marché dans l'industrie du

textile. Le peuple haïtien souffre de cette situation d'accaparement de ses ressources.

Les partenaires d'Entraide et Fraternité en font directement les frais, comme avec l'expulsion de la SOFA (Solidarite Fanm Ayisyen) de son terrain sur lequel elle menait un projet de ferme agroécologique. Cette expulsion a été officialisée par l'adoption de l'arrêté présidentiel du 8 février 2021 qui transforme ces terres expropriées en une zone franche agro-industrielle. Il est temps de rompre avec la logique néocoloniale pour construire un État populaire qui soit le fruit des luttes sociales et populaires.

3 Qui gouverne en Haïti suite à l'assassinat du président Jovenel Moïse ?

C.L. : Après l'assassinat du président, un nouveau premier ministre, Ariel Henry, nommé par le défunt avant sa mort, a été installé. Une frange de l'opposition a rejoint ce dernier. S'il bénéficie de l'appui du *Core Group*[2], il ne semble pas avoir le contrôle de l'appareil étatique qui demeure encore entre les mains des partisans de l'ancien président. En raison de l'éclatement presque total de toutes les institutions, il est difficile, sans un consensus, de gouverner le pays. Entre-temps, les gangs armés continuent de faire la loi et occupent chaque jour beaucoup plus d'espace. Les kidnappings s'intensifient et la population est abandonnée à son sort. Certes, le *Core Group* et le Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (Binuh) sont toujours là. Mais il est difficile de savoir ce qu'ils font réellement…

R. J-P. : Le pays traverse une grave crise multidimensionnelle : politique, sociale, climatique et sécuritaire. Pour le *Core Group*, la solution réside toujours dans l'organisation d'élections présidentielles à tout prix. Ce à quoi nous nous opposons farouchement car la tenue de pareilles élections, dans un tel contexte, ne ferait que reconduire la même classe dirigeante au pouvoir.

Interview à retrouver dans son intégralité dans l'analyse « six questions/réponses pour soutenir la reconstruction d'Haïti par le peuple » à lire sur www.entraide.be/-analyses-

4 Que proposez-vous comme alternative aux élections ?

R.J-P. : Il faut aller à la source du problème, c'est-à-dire le modèle de gouvernance qui repose sur la violence, la corruption, l'extractivisme. Il y a aujourd'hui une cassure entre l'État et sa population car l'État haïtien est gangréné par une oligarchie dont la stratégie est basée sur le crime, la corruption. Depuis les années 1990, on a des élections qui sont parachutées de l'extérieur avec un appareil électoral contrôlé par les puissances étrangères au profit des capitalistes haïtiens et étrangers. À la place d'élections immédiates, l'UE - et la Belgique en particulier - devrait soutenir les initiatives des mouvements sociaux haïtiens pour une transition de rupture. Ce ne sont pas les élections qui vont permettre cette rupture. Pour arriver à cette rupture avec l'ancien système, il faut un dialogue inclusif. C'est ce que tentent de faire actuellement les acteurs et actrices politiques haïtiens au sein de la « Conférence nationale souveraine ». L'objectif est que les Haïtien·ne·s définissent les piliers de ce nouvel État pour permettre leur émancipation. Dans le cadre de ce dialogue inclusif, le défi doit être forcément un consensus global et articulé autour d'objectifs clairs liés à la reprise en main de la souveraineté du pays.

C.L. : Il faut poursuivre la lutte en Haïti pour une prise en main de la gouvernance du pays par les secteurs conscients et intéressés à un avenir meilleur pour la nation. Pour cela, il faut se positionner clairement en faveur des avancées démocratiques, de la lutte contre la corruption et l'impunité, réformer les institutions et les faire fonctionner démocratiquement. Il faut aussi poursuivre la lutte pour le respect des droits de la personne et mener des actions concrètes et fermes contre la violence. La population est épuisée par toutes ces destructions en série qui s'abattent sur elle. Sa résilience tend à diminuer et elle risque de perdre l'espoir en un lendemain meilleur, si rien n'est fait. Agissons ensemble pour que la flamme de l'espoir se maintienne en Haïti !

■ Propos recueillis par **Renaud Vivien**

[2] Composé des ambassadeurs d'Allemagne, du Brésil, du Canada, d'Espagne, des États-Unis, de France, de l'Union européenne, du Représentant spécial de l'Organisation des États américains et de la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies

Au Brésil, *Agro é Fogo* lutte pour éteindre les feux de la déforestation

Mastodonte de la production agricole, le Brésil voit, d'année en année, ses terres de plus en plus pillées, accaparées, malmenées par un *agrobusiness* encouragé par le gouvernement brésilien. Un système inéquitable qui laisse bien loin derrière des paysans et paysannes sans terre, menacés par la faim. Mais, dans ce triste paysage, la résilience est là. Les populations brésiliennes se lèvent, s'organisent, pour prendre la défense de leurs terres. Focus.

La Coalition brésilienne *Agro é Fogo*, partenaire d'Entraide et Fraternité depuis 2021, soutient des mouvements sociaux et des organisations qui œuvrent, depuis des décennies, pour défendre les régions de l'Amazonie, du Cerrado et du Pantanal. Un travail de titan pour faire entendre les voix de celles et ceux qui nourrissent les populations tout en prenant soin de la terre.

Diane, membre active de l'organisation *Agro é Fogo*

« Lutter contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle nécessite de rompre avec le schéma hégémonique de l'agro-industrie, d'établir une nouvelle référence de production et de consommation, fondée sur les principes de l'agroécologie et des biens communs. »

Plus de 30 organisations font partie de la Coalition *Agro é Fogo*. Parmi elles : des pasteurs ruraux, des mouvements, des organisations non gouvernementales, des groupes de recherche et d'étude alliés à cette cause, mais également des peuples et des communautés traditionnelles. En ligne de mire, *Agro é Fogo* a un objectif de taille : défendre les communautés traditionnelles contre le processus d'expansion de l'agrobusiness et de l'exploitation minière et forestière, qui utilisent les incendies et la déforestation pour s'accaparer les terres des autochtones.

Le feu comme outil d'accaparement

Au Brésil, il existe une coutume ancestrale qui consiste à utiliser le feu pour cultiver, appelée le défrichement par brûlis. *« Le feu est un élément de la nature qui a été géré avec sagesse et soin par les peuples autochtones et les communautés quilombolas, traditionnelles et paysannes des régions de l'Amazonie, du Cerrado et du Pantanal depuis des millénaires*, explique *Agro é Fogo. Les connaissances accumulées au fil des générations, adaptées à divers écosystèmes et héritées par ces peuples et communautés, ont permis la conservation de la biodiversité.* »

Malheureusement, avec des intentions tout à fait opposées et à une tout autre échelle, la filière agroalimentaire utilise le feu pour s'accaparer des terres. *« Les incendies de forêt qu'elle déclenche dans ce processus causent des ravages environnementaux et, en même temps, sont utilisés comme armes pour menacer et expulser les peuples et les communautés de leurs territoires de vie »*, alerte l'organisation.

Conséquence : les départs de feux dans les zones de végétation indigène et les territoires traditionnels ont grimpé en flèche cette dernière décennie. Si les peuples traditionnels des plaines du Pantanal subissaient déjà les impacts de la déforestation dans les plateaux du Cerrado, ces deux dernières années, les ravages ont

Agro é Fogo rassemble des organisations qui œuvrent depuis des décennies pour la défense de l'Amazonie.

L'accès à l'alimentation est très inégal au Brésil. Au Sud, seulement 0 à 15% de la population a une alimentation instable.

En 2020, en plus de la pandémie du Covid-19, les incendies ont encore aggravé la situation de vulnérabilité des populations.

Les feux sont particulièrement violents au Brésil. Ils ravagent des hectares de terres cultivables en à peine quelques jours.

La « journée des incendies »

L'année 2019 marque l'intensification des feux de forêt et de la déforestation, notamment en Amazonie. Selon les données de l'Institut national de la recherche spatiale (INPE), après le 10 août (la journée dite des incendies), il y a eu une augmentation significative des incendies dans les zones de végétation indigène. En deux jours seulement, l'INPE a enregistré environ 1500 incendies dans le seul État du Pará, soit une augmentation de plus de 1900% par rapport à la même période de l'année précédente. Au cours de cette même période, 53 incendies ont touché des territoires autochtones et 534 des unités de conservation, des zones de protection de l'environnement généralement utilisées par les populations et les communautés traditionnelles.

atteint des proportions catastrophiques. En 2020, on décompte plus de 22.000 points chauds, soit une augmentation de 218% par rapport à 2019.

Le feu - associé à la déforestation et à l'occupation illégale de terres publiques - est souvent utilisé comme une arme contre les peuples indigènes et les communautés traditionnelles et paysannes. En règle générale, l'occupation illégale des terres et des forêts publiques commence par la coupe à blanc des arbres et l'enlèvement du bois le plus précieux par les sociétés d'exploitation forestière. Pendant la saison sèche, le bois excédentaire est brûlé pour dissimuler le crime environnemental et « nettoyer la terre » de la végétation et des personnes, en utilisant non seulement des forces de sécurité privées ou publiques, mais aussi le feu comme arme pour l'expulsion et le déplacement forcé des peuples autochtones et des communautés locales.

Un paysan soutenu par *Agro é Fogo*

« Il y a eu une perte de nombreux jardins et zones de culture. Des communautés entières ont cessé d'utiliser les eaux de la rivière, car elles étaient contaminées par les cendres. Nous récoltons toujours les pertes et cherchons des alternatives pour continuer à exister dans le Pantanal. »

Rendre visibles les droits des peuples autochtones

Pour contrer la méthode peu scrupuleuse de *l'agrobusiness*, *Agro é Fogo* cherche à différencier l'utilisation du feu dans les systèmes traditionnels de celui des incendies criminels perpétrés par *l'agrobusiness*. Pour ce faire, chaque mois, toutes les organisations se réunissent pour un temps de formation et de délibération sur les actions à mener pour alerter et dénoncer ces pratiques. À terme, *Agro é Fogo* souhaite augmenter la systématisation du signalement des cas d'utilisation du feu comme arme d'accaparement.

Les menaces contre les modes de vie traditionnels, la déforestation et la perturbation de la gestion des agro-écosystèmes basée sur les connaissances traditionnelles signifient la perte de l'agrobiodiversité. En 2020, en plus de la pandémie de Covid-19 qui a progressé sur les territoires brésiliens - condamnant femmes, hommes et jeunes -, les incendies ont encore aggravé la situation de vulnérabilité de ces populations. Les fumées ont abîmé les cultures, les fortes températures provoquées par les incendies ont rendu les terres incultivables pendant plusieurs saisons. Heureusement, les populations locales peuvent compter sur *Agro é Fogo* et ses membres qui ne les lâcheront pas.

La déforestation au Brésil : chiffres-clés

- 10.000 km² de forêt en moins chaque année
- 22% d'augmentation du déboisement par an
- 5.500 départs de feux enregistrés en août 2019
- 59,4% de diminution des surfaces boisées enregistrés en 2020

Céline Masfrand
Département Communication

Notre campagne *Annuler la dette pour sauver des vies* au fil des mois

Si la dette du Sud n'est pas un problème nouveau, il va en s'aggravant. En 2019, elle a atteint son plus haut niveau historique si bien que de nombreux pays étaient confrontés à une dette humainement insoutenable avant même l'arrivée de la pandémie de Covid-19. C'est dans ce contexte qu'Entraide et Fraternité a lancé, vingt ans après le *Jubilé 2000*, sa campagne pour l'annulation des dettes du Sud. Retour en douze dates sur cette campagne.

Mars 2020

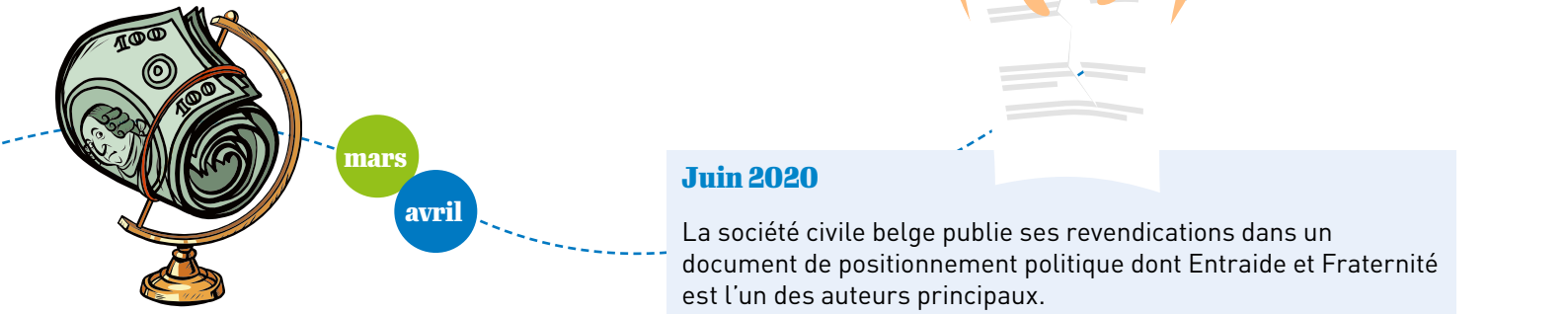
Dès le 25 mars, *La Libre Belgique* publie la première d'une longue série de carte blanches d'Entraide et Fraternité dans lesquelles Renaud Vivien dénonce la gestion de la crise par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale.

Un groupe de travail politique sur la dette se met en place à l'initiative d'Entraide et Fraternité, avec le CADTM, Oxfam Belgique, 11.11.11 (coupole néerlandophone des ONG) et le CNCD-11.11.11.

Une analyse fait entendre les voix de nos partenaires d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine qui font face à la pandémie et au confinement dans des conditions difficiles, dues notamment au paiement de la dette au détriment des services de santé.

5 mai 2020

La représentante de la Belgique à la Banque mondiale est auditionnée à la Chambre des représentants sur la question de l'annulation de la dette des pays du Sud dans le contexte de crise de Covid-19. Cette audition fait suite aux interpellations politiques d'Entraide et Fraternité et à une demande de deux parlementaires. À cette occasion, Entraide et Fraternité publie 8 questions/réponses pour saisir la réalité des engagements des créanciers dont fait partie la Banque mondiale, au-delà de leurs effets d'annonces.



Avril 2020

Une première question parlementaire est posée au Gouvernement fédéral.

Dans son message de Pâques, le pape François demande que *« tous les États se mettent en condition d'affronter les besoins majeurs du moment, en réduisant, si non carrément en remettant, la dette qui pèse sur les budgets des États les plus pauvres ».*

Entraide et Fraternité signe, avec 130 organisations de la société civile, un appel international à un nouveau « Jubilé de la Dette » et à « l'arrêt du remboursement des dettes en 2020 ainsi que l'octroi de dons aux pays du Sud frappés par l'épidémie ».

Juin 2020

La société civile belge publie ses revendications dans un document de positionnement politique dont Entraide et Fraternité est l'un des auteurs principaux.

Début des contacts politiques : questions parlementaires, rencontres avec le conseiller de la Ministre de la Coopération au développement et contacts avec le SPF Finances.

Octobre 2020

Grâce au plaidoyer mené par Entraide et Fraternité et les associations membres du groupe de travail depuis plus de six mois, l'Accord de gouvernement mentionne explicitement que *« Le Gouvernement s'engagera de manière constructive dans les discussions sur les annulations de dettes bilatérales et multilatérales. »*

À l'occasion des réunions du FMI et de la Banque mondiale et à la demande d'Entraide et Fraternité, Broederlijk Delen et Caritas, les évêques de Belgique publient un communiqué qui demande l'annulation de la dette des pays du Sud, relayant également l'appel signé par des communautés chrétiennes du monde entier.

5 novembre 2020

La Ministre de la Coopération au développement présente sa note d'orientation politique à la Chambre des représentants. Parmi les sources de financement du développement, elle cite l'annulation de la dette et affirme que *« notre pays poursuivra les efforts du passé pour annuler la dette des pays en développement et exhortera nos partenaires à faire de même »*. Une victoire pour Entraide et Fraternité et ses alliés de la société civile qui voient là un résultat de leur travail de plaidoyer des derniers mois.

16 décembre 2020

Deux députés fédéraux de la majorité posent deux questions parlementaires portant sur la position de la Belgique à l'égard des dettes des pays du Sud, rappelant l'insuffisance des mesures du G20, dénoncée dans la carte blanche publiée quinze jours plus tôt par Entraide et Fraternité et d'autres associations. Ils demandent également à la Ministre des détails sur la stratégie de la Belgique pour forcer les créanciers privés et la Banque mondiale à prendre part aux allégements de dettes.

Juin 2021

11.11.11, la coupole néerlandophone des ONG, publie, en collaboration notamment avec Entraide et Fraternité, *Quoi qu'il en coûte*, une étude qui met en lumière le rôle des créanciers privés dans l'endettement des pays du Sud, et plus particulièrement celui des banques et des fonds d'investissement actifs en Belgique. Entraide et Fraternité commence à travailler avec un avocat dans la perspective d'une loi belge obligeant les créanciers privés, qui détiennent au total 60% de la dette des pays du Sud, à participer à l'annulation de ces dettes.

Janvier 2021

Avec six autres associations, Entraide et Fraternité lance une pétition pour l'annulation de la dette et un mini-site thématique : www.annulerladette.be.

oct.

nov.

déc.

fév.

Merci d'avoir signé la pétition.

Février 2021

Entraide et Fraternité lance sa 60e campagne de Carême sur la dette avec ses partenaires de la RD Congo. Visioconférences, vidéos de sensibilisation, émissions de radio : le public est invité à s'informer et à se mobiliser en signant la pétition.

16 mars 2021

Entraide et Fraternité représente le groupe de travail sur la dette lors d'une audition à la Commission des Relations extérieures de la Chambre sur la dette des pays appauvris du Sud.

19 novembre 2021

Entraide et Fraternité présente les revendications posées dans la pétition pour l'annulation de la dette lors d'un séminaire international organisé par le CADTM. Y participent la Ministre de la Coopération au développement et le Ministre des Finances. Cette journée est marrainée par la vice-présidente du Parlement fédéral et la Présidente de la Commission des Relations extérieures. La députée Séverine de Laveleye y annonce le dépôt d'une résolution parlementaire sur l'annulation de la dette. Entraide et Fraternité a été étroitement associée dans l'élaboration de cette résolution. En parallèle, Entraide et Fraternité poursuit le travail juridique pour aller vers une loi sur l'implication du secteur privé dans l'annulation des dettes.

BURUNDI/RWANDA

Les partenaires d'Entraide et Fraternité présentent le nouveau programme aux ambassades belges

Les partenaires d'Entraide et Fraternité ont passé ces derniers mois à préparer le nouveau programme 2022-2026 (toujours en cours d'examen par la Coopération belge) qui a pour objectif la sécurité et la souveraineté alimentaire des paysan·ne·s et pêcheurs, paradoxalement les premières victimes de la faim. À cette occasion, l'ambassade belge du Burundi s'est rendue sur le terrain afin de découvrir le travail mené par les partenaires d'Entraide et Fraternité. Au Rwanda, notre partenaire ACORD (Association de Coopération et de Recherche au Développement) a présenté les ambitions du nouveau programme mené avec Entraide et Fraternité à l'ambassadeur belge à Kigali.

Burundi

Sanne de Mayer, Cheffe de Coopération adjointe de l'ambassade belge au Burundi, s'est rendue fin octobre, durant une journée, sur le terrain à la rencontre des quatre partenaires d'Entraide et Fraternité : OAP, CAM, ACORD et UHACO.

Ceux-ci ont pu présenter de manière concrète les grands axes d'action du nouveau programme soumis à la Coopération belge : meilleur accès à la terre et aux autres ressources comme les semences, poursuite des formations aux techniques de production agroécologiques, valorisation des récoltes ou encore plaidoyer pour des politiques agricoles plus durables.

Un programme qui a suscité beaucoup d'enthousiasme de la part de Sanne de Mayer, tant dans ses objectifs que dans son élaboration. Fidèle à la philosophie partenariale d'Entraide et Fraternité, les partenaires ont, en effet, défini eux-mêmes leurs priorités. Un processus essentiel afin d'assurer leur implication et assurer la réussite des actions. Le programme permet également de créer de nombreux échanges entre associations, échanges cruciaux afin d'unifier une société civile burundaise meurtrie par les différents conflits qui ont affecté le pays ces dernières années.

Sanne de Mayer a été particulièrement impressionnée par le centre de formation construit par l'OAP avec le soutien d'Entraide et Fraternité. Ce centre devrait être renforcé durant le nouveau programme pour permettre de former des centaines de paysan·ne·s aux techniques innovantes de l'agroécologie.

Rwanda

ACORD, partenaire d'Entraide et Fraternité au Rwanda, a eu l'opportunité de présenter ses ambitions du nouveau programme à l'ambassadeur belge, Bert Versmessen.

L'interpellation des responsables politiques rwandais afin d'intégrer des pratiques agroécologiques dans les politiques agricoles nationales sera au cœur de son action. L'objectif est de fournir une nourriture saine et accessible pour tous, de lutter contre la malnutrition qui génère des retards de croissance handicapant des milliers d'enfants au Rwanda.

La lutte contre la politique rwandaise d'achats de semences hybrides fera partie des grands combats d'ACORD. Cette politique oblige les paysan·ne·s à utiliser des engrais chimiques qui rendent les sols moins fertiles, et à racheter des semences chaque année, les plongeant dans l'endettement. De plus, ces semences hybrides sont une des causes de la malnutrition alors que des semences durables paysannes sont disponibles.

Valoriser les femmes au sein du ménage

La méthode GALS (*Gender Action Learning system*), qui a fait ses preuves depuis quelques années en Afrique dans la lutte contre les inégalités de genre, sera au cœur du programme. Celle-ci permet de valoriser les femmes au sein même de leur ménage et de faire accepter par la famille qu'elles prennent en charge d'autres rôles comme, par exemple, la gestion des revenus tirés des récoltes.

Quentin Minsier
Chargé de communication

Juste Terre ! Publication commune Entraide et Fraternité asbl et Action Vivre Ensemble asbl
Siège rue du Gouvernement Provisoire, 32 - 1000 Bruxelles | T 02 227 66 80 | info@entraide.be | www.entraide.be | www.vivre-ensemble.be
Conception - coordination C. Martens, V. Martin, C. Houssiau | **Éd. responsable** A. Fischer | **Maquette et Impression** Snel | **Photos** Entraide et Fraternité (sauf mention contraire)
Attestation fiscale pour tout don à partir de 40 €/an. Nos deux organisations sont habilitées à recevoir des legs par testament.

Avec le soutien de Belgique partenaire du développement

Entraide et Fraternité - IBAN BE68 0000 0000 3434 - Merci

Cette publication est réalisée avec le soutien de la DGD, ce qui nous permet de consacrer vos dons au soutien direct de nos partenaires dans le Sud.